

LE NEOLIBERALISME A L'EPREUVE DE LA CRISE DES SUBPRIMES

Sandye Gloria-Palermo
Cemafi, Department of Economics
University of Nice, France
gloria@unice.fr

ABSTRACT

The aim of this article is to analyse the ideological impact of the current financial and economic crisis upon the neoliberal values which predominate since the end of the 70s. The specificity of this economic crisis leads to a process of questioning on these values. This is far from being insignificant because cultural hegemony is reached when value judgements transform into assertions perceived as unquestionable, universal and natural. Up to now, there is no such a thing as an ideological revolution because all the economic interventions are justified on the ground of pragmatism. But at least, the current crisis allows the fundamental assertions of neoliberalism to come back to their value judgment status. Another important consequence of the crisis is that alternative value judgements also gain in legitimacy and audience. These conclusions are reached through an analysis of the various interventions actually implemented by governments and central banks and through the presentation of a selection of representative alternative visions of the current financial capitalist order.

RESUME

L'objectif de cet article est d'analyser l'impact idéologique de la crise financière et économique actuelle sur les valeurs néolibérales dominantes depuis la fin des années 70. La spécificité de cette crise porte à un processus de remise en question de ces valeurs. Ceci est loin d'être anecdotique car l'hégémonie culturelle est atteinte dès lors que les jugements de valeur se transforment en propositions indiscutables, universelles et naturelles. Jusqu'à présent, aucune révolution idéologique n'a encore eu lieu car toutes les réponses économiques à la crise sont justifiées par souci de pragmatisme. Cependant, la crise permet de ramener les propositions centrales du néolibéralisme à leur statut de jugement de valeur. Une autre importante conséquence de la crise est que des jugements de valeur alternatifs gagnent en légitimité et en audience. Ces conclusions sont obtenues via une analyse des diverses interventions mises en œuvre par les gouvernements et banques centrales et via la présentation d'une sélection de visions alternatives à l'ordre capitaliste financier actuel.

INTRODUCTION

Si la crise que traverse l'économie mondiale aujourd'hui est avant tout financière, puis économique et bientôt sociale, elle est aussi fondamentalement idéologique. Le cataclysme financier a cette fois secoué non pas un lointain pays en transition négociant difficilement ses mutations institutionnelles ou un pays en développement écrasé par le poids de sa dette au sein d'un continent exsangue mais bel et bien le cœur de la finance internationale et le berceau du néolibéralisme. Les déclarations fracassantes se succèdent de toutes parts annonçant ici le retour du keynésianisme, là, la fin du capitalisme, illustrant les errements idéologiques de prophètes à la recherche d'une nouvelle doctrine.

L'objet de cet article est de mesurer l'ampleur des changements idéologiques que la crise financière est susceptible d'amener. Quels sont les credo idéologiques malmenés par la crise financière ? Que révèlent sur le plan idéologique les remèdes de sortie de crise avancés (section 2) ? Vers quelle régulation économique et financière ces différentes solutions nous mènent-elles (section 3) ? Les réponses à ces différentes questions sont de complexité croissante.

Définir le néolibéralisme n'est pas chose aisée. Il existe toute une variété de pratiques et de philosophies politiques du néolibéralisme, allant du libéral-conservatisme défendue par les classes moyennes et les dirigeants de PME, et construit sur la base du désenchantement envers l'état providence, prônant la méritocratie et le désengagement de l'état, jusqu'au libéral modernisme qui s'apparenterait plutôt à un keynésianisme de droite soutenu par le grand patronat, attribuant à l'état le rôle de mettre en place les institutions les plus favorables à leurs affaires sur le plan national et international. La *pensée unique* popularisée par Bourdieu, le slogan Thatcherien TINA (*there is no alternative*), le libertarianisme hayekien ou encore le *Consensus de Washington* défini par Williamson en sont autant de représentations différentes. Cette nature polymorphe est cependant unifiée autour d'un projet commun d'opposition au collectivisme et au socialisme et de développement d'un programme distinct de celui du libéralisme classique. Ce projet s'est matérialisé sous l'impulsion de l'active et influente Société du Mont Pèlerin et autres organisations néolibérales partisans qui ont contribué à normaliser le discours autour du néolibéralisme, à travers leurs actions auprès des médias, des dirigeants politiques, des chefs d'entreprises et des universitaires.¹

Ce discours, devenu dominant, a progressivement perdu son caractère de jugement de valeur puisque le propre d'un jugement de valeur est d'être l'objet de confrontation et non d'un consensus ; le consensus politique et économique autour de l'idée de la capacité des marchés à s'autoréguler en marque la domination culturelle, le passage du statut de jugement de valeur à celui de dogme.

Le succès néolibéral se mesure par l'ampleur de la banalisation des valeurs qu'il véhicule.² A partir du moment où les dirigeants déclarent qu'il n'existe pas d'alternative au

¹L'ouvrage de Philip Mirowski et Dieter Plehwe (eds. 2009) offre une vision synthétique des complexités inhérentes à la pensée néolibérale ; les auteurs explorent, à travers les articles présentés, les origines du néolibéralisme, de la fondation du Mont Pèlerin aux plateformes politiques de Ronald Reagan et Margaret Thatcher et au Consensus de Washington et examinent les mécanismes par lesquels le discours néolibéral a forgé l'économie mondiale.

² Pierre Bourdieu décryptait en 1996 une note du gouverneur de la banque centrale allemande, Hans Tietmayer. Le sociologue souligne l'étendue des jugements de valeur qui ponctuent le texte et s'interroge sur le paradoxe qui veut que ce texte « extraordinaire » du point de vue idéologique, (Tietmayer y parle de

capitalisme, où les hommes politiques s'accordent pour voir la solution du marché comme naturelle et universelle (la troisième voie formulée par Anthony Giddens réconcilie socialisme et économie de marché), où la société civile est convertie à la méritocratie jusqu'au plus profond de ses rouages (éducation, sport, statut social), alors il semble bien que le néolibéralisme, depuis les années 80, soit passé du statut d'idéologie à celui de pensée hégémonique au sens de Antonio Gramsci (1975). L'hégémonie culturelle traduit la domination de pratiques quotidiennes et de croyances collectives qui, bien qu'appartenant à une classe sociale déterminée, la classe dominante, deviennent naturelles pour tous. Il faut un cataclysme pour remettre en discussion des normes sociales passées du statut de jugements de valeur à celui de valeurs universelles. La question est de savoir si la crise des *subprimes* représente aujourd'hui un tel cataclysme. Certes, les solutions mises en œuvre pour endiguer la perte de confiance des acteurs économiques remet sur le devant de la scène le rôle de l'état et la nécessité de réguler. Mais un mythe est difficile à faire vaciller, comme l'illustre l'échec des crises précédentes à remettre en discussion le credo libéral. La situation actuelle est différente, l'importance des interventions et divers plans de sauvetage mis en œuvre par les états marque une rupture dans la pratique néolibérale qui se traduit bel et bien par une remise en question idéologique, celle-ci rendant légitimes les interrogations relatives aux scénarii alternatifs au néolibéralisme. Certes l'exercice est délicat, mais de plus en plus d'intellectuels, de décideurs économiques et d'hommes politiques s'y essaient. Les scénarii balaient une large palette de possibilités, allant du simple retour à une réglementation plus morale de la finance jusqu'à la fin du capitalisme.

DE LA DIFFICULTE A ASSIMILER LES DECONVENUES A LA RUPTURE DE LA CRISE DES SUBPRIMES

Ni l'explosion des nombreuses bulles spéculatives qui ont ponctué l'économie mondiale depuis les années 80 (immobilière en 1990, bancaire asiatique en 1997, de la nouvelle économie en 2000), ni les accroc au *Consensus de Washington* (crise d'endettement des pays d'Amérique Latine dans les années 80, effondrement institutionnel et économique des pays en transition dans les années 90), ni les scandales financiers (Enron), ni les difficultés croissantes des économies occidentales (montée des inégalités aux Etats-Unis à partir de la fin des années 90, déficits records) n'avaient jusqu'ici remis en doute la croyance en la capacité auto-régulatrice des marchés : dans les discours dominants, l'explosion des bulles est interprétée comme un garde-fou salutaire et les diverses difficultés résultent de l'incapacité des pouvoirs publics à mettre en place un véritable système de libre marché, les imperfections sont pointées du doigt, les lourdeurs et la complexité des règles fiscales sont mises en cause. Malgré les déconvenues, le FMI continue à conditionner ses prêts à l'adoption de plans d'ajustement structurels néolibéraux que l'expérience malheureuse de l'Argentine n'a pas contribué à modifier. Pourquoi la crise des *subprimes* serait-elle différente ? Pourquoi, contrairement aux précédents événements déstabilisateurs, porterait-

l'effort de flexibilité à faire sur le marché du travail pour atteindre une nouvelle phase de croissance) passe pourtant inaperçu tant il s'inscrit dans la normalité du message relayé par les décideurs politiques et les médias qui contribuent à faire du néolibéralisme et de sa rhétorique accès sur la liberté, un discours tout à fait naturel.

elle en son sein une remise en question du néolibéralisme ? La crise des *subprimes* est différente de ce point de vue en raison de la confluence de quatre circonstances :

- son origine : l'échec du marché à se réguler touche non plus un pays émergent ou en développement mais le gotha de la finance mondiale, *Wall Street* et les principales places mondiales.
- son ampleur : la crise touche dans sa première phase le marché des titres *subprimes* qui représente environ 1000 milliards de dollars et dont la valeur s'effondre brutalement à l'été 2007 ; le Fonds Monétaire International a réévalué fin janvier 2009 à 2200 milliards de dollars le montant de la dépréciation globale des actifs bancaires ;³ la faillite de la banque d'affaire Lehman Brothers provoque la chute vertigineuse des principales places boursières entraînant dans le marasme l'économie réelle.⁴ Il s'agit de la plus importante crise économique depuis l'après-guerre et le parallèle avec l'ampleur de la crise de 1929 devient évident.
- son rayonnement : aucun acteur (banques, assurances, fonds de pension, hedge funds, salariés, entreprises...) et aucun secteur (bâtiment, automobile, énergie, grande distribution, textile...) n'est à l'abri.
- la nature des mécanismes qui portent la crise : les institutions développées dans le but d'optimiser le système financier (titrisation, agences de notation) sont à l'origine même de son implosion.

Le discours de George W. Bush annonçant le plan de sauvegarde du système bancaire, après le choc de la faillite de la banque Lheman Brothers est comparable dans sa rhétorique à celui de son allocution après les attentats du 11 septembre 2001 : l'*American Way of Life* est en danger et les autorités sont dans ces conditions obligées « de faire quelque chose », il faut abandonner provisoirement les valeurs américaines de liberté individuelle dans le cas du 11 septembre, du libre marché dans le cas de la faillite du système bancaire, afin de pouvoir à terme recouvrer ces valeurs fondatrices. Le 23 septembre 2008, le *Wall Street Journal* titrait en une, « Wall Street tel qu'on la connu cessera d'exister ».

Le cataclysme bancaire redonne de fait la main aux états dont les réactions se sont enchaînées selon le scénario suivant :

a. Le gouvernement américain a d'abord réagi en aidant les ménages les plus endettés à travers le plan *Hope Now Alliance* de décembre 2007 ; il s'agit de protéger les ménages les plus fragiles par un gel des taux d'intérêt des prêts immobiliers à taux variables afin d'empêcher 300.000 saisies immobilières. L'état n'apporte au départ pas de ressources financières mais fournit un cadre règlementaire exceptionnel incitant à la renégociation d'accords privés entre la banque et l'emprunteur, la banque acceptant une perte immédiate plutôt que le long et coûteux parcours de saisie et de revente du bien immobilier hypothéqué dont la valeur perd en moyenne 30% lors du processus. Le plan est renforcé début 2009 par la nouvelle administration Obama, en parallèle à son plan de relance économique.

b. le second type d'intervention concerne le sauvetage direct du système bancaire. Le plan TARP (*Troubled Asset Relief Program*) mis en place en octobre 2008 par le secrétaire au Trésor américain Henry Paulson, permet au Trésor d'acquiescer jusqu'à 700 milliards de dollars de

³Rapport sur la stabilité financière dans le monde, 28 janvier 2009.

⁴Ainsi l'indice *Dow Jones* se retrouve début mars 2009 à ses niveaux de 1997 alors que le *Nikkei* est à son plus bas niveau depuis 26 ans.

créances douteuses détenues par les banques américaines, en particulier les fameux titres adossés aux prêts bancaires hypothécaires. Un second volet de 350 milliards a été rajouté en Janvier 2009, assortie de conditions relatives au plafonnement des bonus reçus par les dirigeants des institutions bancaires et leur engagement à assouplir leurs conditions d'octroi de prêts aux entreprises et aux particuliers. C'est à ce niveau qu'apparaissent les premiers clivages entre les modèles d'intervention américain et anglais : les Etats-Unis privilégient la garantie ou le rachat des actifs toxiques détenus par les banques dans une perspectives optimiste selon laquelle la crise financière serait avant tout une crise de confiance sous-évaluant momentanément la valeur de ces actifs. Le gouvernement pourrait alors les revendre dans un second temps, une fois la confiance rétablie tout en limitant les pertes pour le contribuable américain. Le gouvernement anglais partage avec le Fond Monétaire International un scénario beaucoup plus pessimiste selon lequel les banques seraient véritablement en situation d'insolvabilité, privilégiant plutôt la recapitalisation des établissements financiers par prise de participations directes de l'état et des nationalisations temporaires. Les différents pays de la zone Euro ont quant à eux adopté des plans de sauvetage concertés à l'issue du sommet extraordinaire de l'Eurogroup du 12 octobre 2008. Les états européens offrent la garantie aux prêts interbancaires et créent des structures de recapitalisation des institutions bancaires pour un montant global alors de 1700 milliards d'euros. Ces différents plans n'ont cependant pas permis pour l'instant d'assainir la situation comptable et de rétablir la confiance au sein du système bancaire international ; l'idée de nationaliser les banques fait sont chemin dans les esprits des deux côtés de l'atlantique.

c. les banques centrales ont mis en œuvre les outils standards de politique monétaire, à savoir (1) l'injection de liquidité afin de réduire la tension sur le marché interbancaire où les banques rechignent à se prêter des liquidités les unes aux autres en raison des craintes réciproques d'insolvabilité liées au montant non révélé de détention d'actifs adossés aux prêts hypothécaires que chaque banque détient dans son bilan et (2) l'action sur les taux d'intérêt afin de faciliter l'accès au crédit aux entreprises et aux particuliers. Là encore, des divergences marquées sont apparues entre les actions de la Banque Centrale Américaine (Fed) et celles de la Banque Centrale Européenne (BCE). Les USA ont très rapidement provoqué la chute de leurs taux d'intérêt afin de desserrer l'étouffement de l'endettement sans se soucier du risque inflationniste. La BCE s'est limitée dans ses premières interventions à injecter des liquidités dans le système bancaire européen, sans diminuer ses taux ; la BCE croyait alors en la persistance dans la zone Euro d'un risque inflationniste substantiel alimenté par la hausse spectaculaire du prix du pétrole et des matières premières. A l'automne 2008, avec le recul de prix du baril de *brent* et la montée de la menace récessionniste, la BCE a rejoint le concert des plus importantes banques centrales mondiales en abaissant de façon coordonnée et massive ses principaux taux directeurs. La lutte contre la récession devient la priorité et le danger devient au contraire déflationniste.

Lorsque les taux d'intérêt ont atteint des niveaux historiquement bas, la marge de manœuvre des autorités monétaires s'est retrouvée réduite.⁵ Au même moment, la crise financière contaminait la sphère réelle de l'économie, avec une dévalorisation de la valeur boursière de l'ensemble des actifs et des perspectives de récession de plus en plus tangibles. L'outil monétaire

⁵D'autres outils d'interventions marginaux ont été mis en place par les banques centrales comme l'assouplissement des conditions d'obtention des prêts aux établissements bancaires, l'élargissement de la palette des actifs acceptés en garantie par les banques centrales qui accordent ces prêts, l'allongement des échéances de remboursement.

devait être relayé par l'outil budgétaire, sorti unanimement de plus de trente ans de désuétude par l'ensemble des gouvernements. Si tournant idéologique il y a, c'est à ce moment précis, lors de l'évidence des limites de l'outil interventionniste monétaire standard, qu'il a lieu.

d. Dès la chute vertigineuses des principales places boursières mondiales, les annonces de plans de relance budgétaire massifs se succèdent. La Chine annonce en octobre 2009, 586 milliards de dollars pour soutenir ses exportations ; en Europe, l'Allemagne met en place deux plans successifs de relance budgétaire en décembre 2008 et février 2009 pour un total de 82 milliards d'euros alors que le Royaume-Uni annonce dès novembre 2008 une réduction de la TVA pour soutenir le pouvoir d'achat complété un mois plus tard par un plan de relance de 20 milliards de Livres Sterling ; en France, un plan de relance de 26 milliards d'euros privilégiant pour sa part les investissements est voté fin janvier 2009.

Aux Etats-Unis, dès son élection, Barack Obama annonce que l'adoption d'un plan de relance ambitieux sera sa priorité au lendemain de son investiture. Il faudra cependant attendre près d'un mois avant qu'effectivement, mi-février 2009, un plan de 787 milliards de dollars soit finalement adopté. Ce délai et les modifications substantielles apportées au plan original témoignent des divergences politiques sur la nature de la relance économique budgétaire : l'économie doit-elle être soutenue principalement par les investissements et des réductions d'impôts aux entreprises ou bien par une stimulation directe de la demande ? Ce sont en ces mêmes termes que le débat se pose au niveau mondial. Certes, il existe un consensus autour de la nécessité de compléter massivement les outils standards de politique monétaire par une action budgétaire qui dépasse la simple action contracyclique des stabilisateurs budgétaires automatiques.⁶ Mais, au-delà de la nécessité reconnue « de faire quelque chose » et de l'abandon unanime de l'état minimal, se redessinent les contours idéologiques qui opposent les politiques de l'offre à celles de la demande : le plan de relance américain original prévoyait, pour un total de 838 milliards de dollars, que seul un tiers des dépenses soient allouées à des réductions d'impôts aux entreprises et que les deux tiers restants soient investis en grands travaux d'infrastructures et d'innovation, dans de nouvelles politiques de santé, d'éducation et de lutte contre la précarité. Au final, 50% du plan seront dédiés aux allègements fiscaux sur un montant total réduit de 51 milliards de dollars. En France, le « président du pouvoir d'achat » (slogan de campagne électorale désormais obsolète) privilégie un plan d'investissement, préférant tableur sur une hausse future de productivité liée à l'exploitation des nouvelles infrastructures plutôt que de soutenir immédiatement et massivement une demande interne en berne. En cohérence avec son économie exportatrice, l'Allemagne privilégie également une relance par des allègements fiscaux aux entreprises et des investissements mais développe parallèlement son système de protection sociale pour soutenir les chômeurs et les travailleurs précaires. A l'opposée, le Royaume-Uni, l'Espagne, Taiwan, la Chine misent leur relance sur le soutien au marché intérieur.

A la fin des années 70, le chancelier Allemand, Helmut Schmidt, a laissé à la postérité une phrase devenue théorème, avant d'être érigé en dogme par toute une génération : « *Les profits d'aujourd'hui, font les investissements de demain et les emplois d'après demain.* » *Le débat qui*

⁶En situation de crise, des entrées fiscales plus faibles liées au ralentissement de l'activité se couplent à des dépenses publiques plus importantes lié à la hausse des prestations sociales ; le budget de l'état tend au déficit et prend ainsi en charge une part des difficultés. En situation de croissance, les dépenses sociales baissent automatiquement alors que les prélèvements fiscaux augmentent, consolidant ainsi le budget de l'état.

resurgit entre une relance par les investissements et une stimulation de la demande place cette affirmation au centre du débat et représente une nouvelle manifestation des effets de la crise sur les credos idéologiques acquis depuis plusieurs décennies. Cependant, que la relance se fasse par les investissements ou par la consommation, il s'agit moins d'intervenir pour changer le modèle de société que de pallier une urgence :

- l'intervention doit être *temporaire*. Les investissements en infrastructures cessent dès que le travail est accompli ; les consommateurs sachant que la baisse de la TVA est limitée dans le temps, sont incités à anticiper une partie de leurs achats ; la distribution de bons d'alimentation aux USA ou bien de coupons de consommation comme en Chine et à Taiwan peut cesser à tout moment.

- l'intervention doit être *ciblée* afin d'éviter un saupoudrage inefficace. La baisse des impôts doit concerner les ménages susceptibles de dépenser ce pouvoir d'achat supplémentaire et non ceux susceptibles de l'épargner ; les couvertures sociales des plus bas revenus sont améliorées à travers le développement de l'assurance chômage comme en Allemagne, au Japon ou aux USA où de plus, le gouvernement réfléchi à la possibilité de maintenir la couverture sanitaire des travailleurs perdant leur emploi.

- l'intervention doit être *rapide* afin que ses effets puissent se faire ressentir le plus vite possible. Il s'agit d'éviter que l'économie mondiale ne plonge de la récession à la dépression et que le poids de la dette nécessaire pour financer ces différentes mesures ne se traduise en un handicap supplémentaire à surmonter. Claude Juncker, président de l'Eurogroup et Mario Tremonti, ministre italien de l'économie plaident à ce titre pour la création d'une agence européenne d'émission de la dette afin d'éviter que les situations les plus fragiles comme celles de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal et des pays d'Europe centrale ne fragilisent la cohésion de l'Union Européenne par des risques de défaut renchérissant la coût de la dette. Aux Etats-Unis, la Fed est intervenue sur le marché des bons du Trésor. Elle est disposée à acheter des obligations souveraines. Cette mesure, qui peut être inflationniste, équivaut pour la Fed à " *faire marcher la planche à billets* " afin d'acheter une partie de la dette de l'état. L'urgence de voir les diverses mesures de relance se concrétiser se traduit par l'apparition de tensions protectionnistes : aux Etats-Unis le « buy American act » est un amendement du plan de relance selon lequel le fer et l'acier nécessaires aux travaux d'infrastructure devront être produits nationalement ; dans le reste du monde, les plans de relance mettent l'accent sur l'aide à des secteurs à faible contenu d'importations, comme le bâtiment et les infrastructures. Ainsi en France, l'aide au secteur automobile est conditionnée au maintien de l'emploi, impliquant pour cette industrie en crise depuis plus d'un an des allègements d'effectifs à l'étranger, en particulier en République Tchèque et en Slovaquie.

Au-delà des divergences dans les modalités d'intervention de chaque état, il est possible de synthétiser les diverses actions mises en œuvre autour d'un schéma commun. Les premières interventions ont eu pour objectif de garantir la solvabilité du système bancaire, de rétablir la confiance entre les institutions financières et d'assurer la liquidité du système afin d'endiguer le durcissement des conditions d'obtention de prêts aux particuliers et aux entreprises. La seconde vague d'interventions concerne les plans de relance qui visent à limiter les conséquences réelles de la crise financière en venant en aide aux secteurs industriels en difficulté, en particulier au secteur automobile, en stimulant les investissements, en mettant en œuvre des grands travaux d'infrastructure permettant de soutenir l'industrie du bâtiment, de maintenir, voire de créer des emplois et de doter les économies de nouveaux atouts de développement, en défendant enfin le pouvoir d'achat des consommateurs par diverses réductions d'impôts et incitations à la

consommation. Ainsi, malgré les divergences initiales de politiques monétaires et les questions relatives à la destination des dépenses publiques, la réponse apportée à la crise est somme toute consensuelle : l'heure n'est plus à l'état minimal, les règles du jeu des marchés doivent être précisées dans un cadre international, la finance doit être moralisée.

En ces termes, la redécouverte des vertus du Keynésianisme n'est pas une rupture idéologique très profonde. Certes, le fait que l'on puisse seulement évoqué aux Etats-Unis la possibilité de la nationalisation des banques marque une évolution substantielle des esprits mais, le pragmatisme, la nécessité de faire quelque chose, prend le pas sur la réflexion idéologique et partout le réformisme triomphe.⁷ La remise en cause de l'efficience du marché, en particulier des marchés financiers, accompagnée de la réhabilitation de l'interventionnisme permet de préserver les institutions de base du capitalisme. L'ampleur de la remise en cause idéologique est directement proportionnelle à celle de la crise et la crise est suffisamment importante pour justifier un interventionnisme d'urgence, temporaire et ciblé mais non encore suffisamment pour provoquer une véritable remise en question des fondements du système capitaliste.

En particulier, la mise en accusation unanime des rouages de la finance mondiale permet de préserver les autres institutions du capitalisme. « Ce qui est à l'origine de tout ce problème... » disait au lendemain de son élection le nouveau président américain, «... c'est la déréglementation du secteur financier », avant de se prononcer en faveur d'un contrôle des fonds spéculatifs et des agences de notation, d'une refonte des autorités de régulation et d'un pouvoir accru de contrôle de la banque centrale, précisant que la réforme de la régulation financière sera l'une des priorités législatives de son administration. En France, les discours politiques renouent avec une conception ancienne du capitalisme dans la tradition colbertiste d'un état entrepreneur, qui anime et entraîne son industrie, dépassant le simple interventionnisme régulateur et protecteur de la troisième voie chère à Tony Blair entre socialisme et marché. Le président français Nicolas Sarkozy déclarait le 08 janvier 2009 en ouverture au colloque international « Nouveau Monde, Nouveau Capitalisme » que « le capitalisme financier a perverti la logique du capitalisme ... Le capitalisme c'est l'effort, c'est le travail, c'est l'esprit d'entreprise, c'est la propriété privée, c'est l'investissement à long terme... Mais la crise du capitalisme financier n'est pas la crise du capitalisme. Elle n'appelle pas à la destruction du capitalisme qui serait une catastrophe, mais à sa moralisation ». Fustiger la finance permet de préserver les fondations d'un système de coordination économique qui domine le monde depuis près de 500 ans mais n'empêche pas de s'interroger sur les contours de sa nouvelle mutation. Le capitalisme, au départ marchand, puis industriel et aujourd'hui financier fait peut être face aujourd'hui à une nouvelle évolution et la crise financière et économique contemporaine, conjuguée au défi environnemental latent a au moins le mérite de légitimer les interrogations quant aux scénarii de son évolution.

⁷Le conseiller de Jimmy Carter, Alfred Kahn, avait provoqué la colère du Président américain en employant le terme de « dépression ». Il avait alors remplacé le terme incriminé par celui de « banane ». Le terme tabou de « nationalisation » commence aujourd'hui à être ouvertement employé aux USA, que ce soit par ses défenseurs (les économistes Paul Krugman, Nouriel Nourini, Joseph Stiglitz et même l'ancien directeur de la FED, Alan Greenspan) ou ses détracteurs (le conseiller économique du Président, Lawrence Summers ou le financier Georges Soros). Les tours de paroles (par exemple la « mise sous tutelle » des établissements de refinancement hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae ou les « prises de participation massive » de l'état dans les établissements bancaires comme la City Group) ne sont plus de mise.

LES CONTOURS DU POST-CAPITALISME FINANCIER

Jusqu'à présent, la crise financière a donc produit un consensus politique autour d'un réformisme keynésien pragmatique. Des voix s'élèvent cependant pour fustiger le manque d'audace des différents plans d'intervention public, analysés comme des opportunités gâchées de modifier réellement nos modèles de société. La gamme des critiques est ample, la crise étant pour les plus téméraires des réformistes l'occasion de prendre sérieusement en compte le défi environnemental à travers la mise en place d'un *new deal écologique* alors qu'elle ne représente rien de moins pour les plus radicaux que la confirmation d'une remise en cause systémique du système capitaliste lui-même. La marginalité de ses propositions est elle-même directement fonction de leur radicalisme, bien que l'occurrence de la crise ait indubitablement déplacé dans l'opinion publique le curseur de la légitimité de ces remises en question en faveur des positions les plus osées.

Ce phénomène est renforcé par l'accentuation de la défiance envers la représentation politique traditionnelle que suscite l'état de crise et qui incite la société civile à faire davantage entendre sa voix. La société civile s'exprime alors à travers des canaux parallèles à ceux du pouvoir politique, à travers des mouvements de contestation et de revendication divers. Le rôle des associations, des organisations non gouvernementales, des intellectuels, est de capter ces revendications et de leur offrir un cadre conceptuel permettant de leur donner un plus large écho. En particulier, la période de crise actuelle permet de cette manière de remettre sur le devant de la scène des modes alternatifs de consommation et de production tenant compte du défi environnementale ou remettant en cause l'accumulation continue du capital. Les revendications écologiques sont massivement relayées sur la tribune internationale par les analyses et recommandations de l'Organisation des Nations Unis ; plus radicaux, les théoriciens de la décroissance sont à la croisée des chemins entre revendications écologiques et remise en cause des fondements du capitalisme ; à l'extrémité de l'éventail des revendications, les auteurs marxistes analysent les contradictions internes au système capitaliste dont cette crise est simplement une nouvelle manifestation. Les travaux de Immanuel Wallerstein en sont une excellente représentation. Tous acquièrent, à l'occasion du questionnement idéologique permis par la crise, une audience renouvelée.

Global Green New Deal

Dès 1987 avec la publication du rapport Brundland, l'ONU cherche à attirer l'attention de la communauté internationale sur la gravité de la crise environnementale qui guette la planète. Le rapport définit le concept de développement durable comme un mode de développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Si suite à ce rapport et aux efforts de l'ONU, l'ensemble des pays ont souscrit à un objectif de développement durable, cette intention est demeurée un vœux pieux que la montée des dangers environnementaux n'a pas concrétiser. Deux circonstances ont permis à ce que la crise financière et économique contribue à recentrer l'intérêt sur les questions environnementales : une circonstance idéologique et une nécessité pragmatique :

- la crise environnementale n'est par essence soluble qu'à travers une régulation supranationale qui se heurtait jusqu'alors à un double obstacle : dépasser les réticences envers l'interventionnisme et mettre en place une coordination internationale de gestion de crise. Or,

depuis l'éclatement de la bulle *subprime*, ces deux barrières sont tombées et rien n'empêche ce changement idéologique de profiter pareillement à la cause environnementale ;

- relancer l'économie nécessite de centrer les efforts sur les secteurs les plus susceptibles de créer des emplois pérennes et les secteurs liés à la protection de l'environnement ont un potentiel de croissance particulièrement important. La préservation de l'environnement se dessine comme la possible industrie motrice du 21^{ème} siècle après le feu de paille des nouvelles technologies et la nécessité de trouver un remplaçant à une industrie automobile dont le rôle de locomotive touche à sa fin.

Forte de ce revirement international, l'ONU à travers le programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) milite pour l'adoption d'un véritable *green new deal* à l'échelle planétaire. Dans son rapport de février 2009, *A Global Green New Deal* (GGND) (Barbier, 2009), le PNUE s'efforce de trouver des arguments économiques forts en faveur d'une action massive et concertée des gouvernements en faveur de l'environnement. L'objectif est de démontrer que les mesures visant à préserver l'environnement constituent des solutions de sortie de crise. L'habileté du rapport tient en la démonstration suivante : la crise environnementale préexiste à la crise financière et économique ; les projections issues de travaux précédents comme le rapport Stern (2006) sur l'impact économique du changement climatique, montrent que si rien n'est fait pour contrer les tendances actuelles liées au réchauffement climatique, à la raréfaction des ressources naturelles et à la destruction des écosystèmes et de la biodiversité, d'ici à 2030 l'économie mondiale verra sa demande en énergie augmenter de 45% avec un prix du pétrole augmentant à 180\$ le baril de *brent*, alors qu'une augmentation de 5 à 6 degrés de la température de la planète conduirait quant à elle à une réduction du PIB mondial de l'ordre de 5 à 10%. De plus, avant même l'occurrence de la crise financière, les Nations Unies estimaient déjà que pour 2015, un milliard de personnes vivraient avec moins de un dollar par jour et trois milliards avec moins de 3 dollars. La récession est capable d'empirer ces chiffres. Si la réponse à la crise économique laisse de côté ces défis planétaires et se concentre uniquement sur la reprise économique de court terme, l'économie mondiale connaîtra par la suite des difficultés insurmontables. Or, la poursuite des objectifs de long terme de développement soutenable permettrait également de résoudre la crise économique de court terme. L'un des principaux exposants de cette orientation, Nicholas Stern (2009), détaille dans son dernier ouvrage ce projet de réponse écologique à la crise financière en se concentrant sur le défi du changement climatique.⁸

Le GGND proposé aux états par l'ONU s'articule alors autour de trois principaux objectifs : relancer l'économie mondiale en créant de nouveaux emplois qui permettent de protéger les groupes les plus vulnérables ; réduire les émissions de carbone, préserver les écosystèmes et gérer supranationalement les ressources en eau potable ; lutter contre la pauvreté. Dans cette perspective, l'ONU a exhorté les membres du G 20 à consacrer au moins 1% de leur PIB au seul volet environnemental du GGND et a indiqué que de plus, un tiers des plans de relance devraient être consacrés à la protection de l'environnement. Cette prise de position fait suite à la déception après les effets d'annonce sur les contenus écologiques des divers plans de relance adoptés à travers le monde pour contrer la crise économique et financière. Le candidat Barack Obama promettait la création de 5 millions d'emplois « cols verts » ; le président français, dans la foulée de la création d'un « Grenelle de l'environnement » énonçait un *new deal*

⁸Dans cet ouvrage, Stern propose un *Global Climate Deal* structuré, guidé par des critères d'efficience, d'équité et de praticabilité.

écologique et économique ;⁹ le Royaume-Uni créait la surprise en commissionnant un rapport sur les conséquences économiques du changement climatique. Mais dans les faits, seuls quelques pays acceptent réellement le défi. Ainsi, la Corée du Sud met en place un *new deal vert* de 30 milliards d'euros consacrés à la mise en place d'un réseau de transports écologique, à la dépollution fluviale et aux développements des économie d'énergie dans l'habitat ; la Chine, peu connue pour ses préoccupations environnementale, semble jouer la rupture et consacre 8% de son plan de relance, soit 35 milliards d'euros, à la protection de l'environnement tout en s'engageant pour le reste de ses investissements à ne pas favoriser d'activités polluantes ; le Japon privilégie dans son gigantesque plan de relance (trois plans successifs pour un total de 636,7 milliards d'euro) les investissements dans les activités combinant forte croissance potentielle et croissance verte, en particulier le soutien à la production et à l'achat de véhicules propres, le soutien structurel au marché des droits à polluer, la rénovation écologique des bâtiments, et divers avantages fiscaux aux particuliers et aux entreprises pour investir dans les énergies renouvelables. Les Etats-Unis complètent les efforts somme toute contenus en matière de préservation environnementale de leur plan de relance par un budget 2009 qui place l'environnement au cœur des priorités du gouvernement avec en particulier la création d'ici 2012 d'un marché payant des droits d'émission du CO₂. Au contraire, les principales mesures des économies européennes se révèlent bien en deçà des attentes et renouent, à l'image du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Espagne, avec une vision plus traditionnelle et moins audacieuse de la politique budgétaire.

Décroissance

Le rapport Brundland peut recevoir diverses interprétations : la version forte met en avant la nécessité d'une régulation politique supranationale autoritaire alors que la version faible place plus de confiance en la régulation marchande et le progrès technique. Mais dans les deux cas, il s'agit de maintenir la cohésion entre croissance et durabilité. Certaines voix plus radicales s'élèvent cependant pour interroger la compatibilité entre croissance et préservation de l'environnement. Comment continuer à croître dans un monde aux ressources naturelles limitées ? Le progrès technique va-il permettre à l'infini la substituabilité des facteurs de production ? Tabler sur les trois R, Recycler, Réduire (l'usage des matières première) et Réutiliser (les déchets) suffira-t-il à repousser les limites de la planète ? Les tenants de la décroissance apportent des réponses différentes à celle du consensus réformiste keynésien vert à travers la remise en cause de l'impératif de croissance.

Cette idée n'est pas nouvelle. Dès le début des années 70, le rapport Meadows (1972), commissionné par le Club de Rome, avait fait grand bruit.¹⁰ Cette équipe de chercheurs du MIT avaient élaboré un modèle mathématique mettant en relation les interdépendances entre l'évolution de la population mondiale, de la surface cultivable, de la production industrielle et agricole, de la pollution et des réserves en ressources naturelles. Leurs projections aboutissent à des résultats inquiétants : quelles que soient les hypothèses faites sur la disponibilité de la planète en ressources naturelles, (ressources limitées à trente ans ou quasi illimitées), le modèle explose

⁹Grenelle de l'environnement : concertation politique multi partis lancée par le gouvernement en mai 2007 pour déterminer l'orientation du pays en matière de développement durable, en référence aux accords de Grenelles de mai 68.

¹⁰Ce rapport vient d'ailleurs de faire l'objet d'une remise à jour (Meadows and als, 2004).

avant 2100. L'effondrement du modèle correspond à une chute brutale et significative de la population mondiale due selon les scénarii, à la famine ou à une pollution excessive. Une seule hypothèse permet de rendre le modèle viable au-delà de 2100 : la levée de la contrainte productive selon laquelle la production industrielle par tête doit toujours croître. Bien que le rapport n'émette aucune recommandation normative en ce sens, l'idée de stopper la croissance pour préserver le futur de l'humanité prend forme. Les théories modernes de la décroissance s'engagent résolument dans cette direction et s'opposent donc avec vigueur à toute idée de croissance et de développement, même durables.

Au-delà du rapport Meadows, les théories de la décroissance se reconnaissent quelques précurseurs éclairés en économie politique comme David Ricardo (1917) et son évolution inéluctable de l'économie vers un état stationnaire, John Stuart Mill (1848) et sa vision d'un progrès technique non finalisé à l'accroissement de la production mais à une réduction continue du temps de travail, John Kenneth Galbraith (1975) et ses remises en cause sporadiques des bienfaits de la croissance. Conceptuellement, l'idée de la décroissance part de l'application du principe thermodynamique de l'entropie au système économique. Pour Nicholas Georgescu-Roegen (1995 : 81-2), « L'entropie d'un système clos augmente continuellement (et irrévocablement) vers un maximum ; c'est-à-dire que l'énergie utilisable est continuellement transformée en énergie inutilisable jusqu'à ce qu'elle disparaisse définitivement ». Or la production est utilisatrice du stock d'énergie terrestre. Les théories de la décroissance enrichissent ses analyses scientifiques de considérations philosophiques plus ou moins radicales de dénonciation de nos modes de vie moderne. Sont reprises à ce niveau les thèses de Ivan Illich (1973) pour qui le progrès et la croissance transforment les institutions sociales, les dénaturent, faisant perdre aux individus autonomie et convivialité ; celles de Jonas Hans (1979) qui fustige le style de vie délapidateur des pays industrialisés ; celles de André Gorz (1988) qui montre que l'idée de suffisance des besoins est incompatible avec le capitalisme défini comme un processus d'accumulation comme une fin en soi, la limite de la suffisance étant ainsi continuellement repoussée.

La décroissance n'est pas un corpus théorique bien défini. Elle est en ce sens l'une des facettes de l'altermondialisme ; au-delà d'un rejet unanime des bienfaits du progrès technique, présenté comme un vecteur de domination total – culturel, politique, économique – des économies développées sur les sociétés traditionnelles et la dénonciation de l'impératif de croissance ou de développement, les auteurs ne présentent pas de réponses consensuelles sur des questions clés de leurs thèses, en particulier sur l'ampleur de la décroissance et les modèles alternatifs d'organisation permettant une satisfaction acceptable des besoins humains. L'assimilation des concepts de croissance et de développement conduit de plus à ce que leur critique du capitalisme se transforme quelques fois en une célébration passéiste des sociétés traditionnelles dont l'organisation est magnifiée. C'est essentiellement pour cette raison que la décroissance, au-delà de certaines dérives mystiques qui fort heureusement demeurent suffisamment circonscrites pour ne pas remettre en cause la totalité du corpus, n'acquiert pas l'adhésion de la majorité du mouvement altermondialiste.¹¹

¹¹Cf. à ce titre les critiques de Di Méo (2006).

Crise Systémique du Système-Monde Capitaliste

Les analyses de Immanuel Wallerstein pré-existent et de loin à l'émergence du mouvement altermondialiste mais l'intellectuel n'en représente pas moins l'un des exposants les plus respectés. Il développe depuis plus de trente ans *l'approche des systèmes-monde* dans le but d'analyser les processus de changements socio-économiques et politiques à grande échelle (de plusieurs dizaines d'années, au siècle), d'identifier les grandes tendances et les cycles qui modifient les rapports de force entre zones géographiques et groupes sociaux. L'analyse des systèmes-monde est fondamentalement holiste et consiste en une synthèse de plusieurs influences : son point de départ marxiste est imprégné d'historicisme allemand, de l'influence déterminante de l'Ecole des Annales et d'une vision tiers-mondisme radicale des rapports nord-sud. Wallerstein définit le système capitaliste comme une économie-monde, c'est-à-dire une unité caractérisée par une unique division du travail et une multitude de systèmes culturels, unité dont l'objectif fondamental est l'accumulation continu du capital. L'auteur étudie selon une approche unidisciplinaire sur la longue durée (entremêlant indistinctement histoire, économie, sociologie et géopolitique) l'émergence, l'évolution et la crise de ce système. Pour lui, l'économie-monde capitaliste n'a pas attendu la crise des *subprimes* pour prendre le chemin inéluctable de sa désagrégation.

Dans l'un de ses livres les plus audacieux en termes de prise de risque prédictive, *L'Utopistique*, Immanuel Wallerstein (2000) présente les caractéristiques possibles du nouveau système-monde à venir. Il y a crise selon lui dès lors que le système-monde dominant perd en légitimité idéologique. Penser un autre système signifie donc penser à la mutation des valeurs dominantes, c'est-à-dire à la disqualification des anciennes valeurs et au processus de légitimation des nouvelles. Wallerstein montre comment la vision libérale du monde a réussi à convaincre l'ensemble des catégories d'individus à espérer en un avenir meilleur grâce à des concessions continues et la culture de l'espoir. L'alliance des conservateurs et des libéraux à la suite de la Révolution Française a été à l'origine d'un consensus de centre libéral-réformiste. La Révolution Française n'a pas été un succès de court terme (avec la Terreur et de nombreux espoirs déçus) mais de moyen et long terme à travers le changement de géoculture qu'elle a permis : les principes républicains et les valeurs liées à la citoyenneté sont devenu l'objet d'un consensus libéral indiscutable. Ces valeurs, marginales durant l'ancien régime, deviennent la normalité. La révolution de 1858 voit l'émergence d'une troisième idéologie, le socialisme, contre laquelle libéraux et conservateurs se liguent. De cette triple confrontation idéologique émerge un consensus réformiste – le libéralisme centriste – qui se maintient jusqu'en 1968. La contestation de 68 est également un échec de court terme, un feu de paille d'espoirs déçus, mais a eu un impact déterminant dans le moyen et long termes, portant les désillusions des citoyens face aux valeurs dominantes mais aussi face aux stratégies des socialistes et face aux vertus du réformisme. 68 marque pour l'auteur la fin du consensus idéologique hérité de la Révolution Française et donc le début de la crise de l'économie-monde capitaliste.

L'idéologie néolibérale post 68 a pour vocation de sans cesse repousser les limites inhérente aux tendances asymptotiques auxquelles se heurte le système-monde capitaliste : la hausse des coûts salariaux qui demande des délocalisations continues vers les pays de la périphérie ; la limite à la baisse des prélèvements fiscaux, contradictoire avec la demande croissante des capitalistes en services publics ; la contrainte environnementale et les limites de l'externalisation des coûts de production des entreprises. Face à ces resserrements des limites à

l'accumulation continue du capital, Wallerstein prévoit les trois défis qui seront à l'origine de la chute finale du système-monde capitaliste : la délégitimation de la notion de progrès scientifique (permettant la montée de discours extrémistes et désespérés) ; la démocratisation des armes engendrant la montée des conflits ethniques et la remise en question de la suprématie militaire américaine ; la question de l'immigration (l'idéologie libérale est basée sur le concept républicain de citoyen hérité de la Révolution Française et fondé sur l'idée d'inclusion d'une catégorie à un ensemble de droits mais simultanément sur l'exclusion d'une autre catégorie – les non-citoyens, les immigrés – à ces mêmes droits).

Certes, la prédiction est mal aisée puisque en situation de crise, le futur est totalement ouvert. Mais si le futur est inconnu il n'est pas unimaginable, même si en situation de crise le libre arbitre des sociétés civiles, gelé en situation de normalité par la puissance de l'hégémonie culturelle, reprend le devant de la scène ouvrant l'ensemble des possibles sur une multitude de fenêtres. Malgré tout, Wallerstein se pose la question : quel monde voulons-nous instaurer ? Quels sont les réponses plausibles à cette interrogation ?

Sur le plan idéologique, il s'agirait, selon Wallerstein, de remettre définitivement en cause la légitimité de l'accumulation continue du capital comme fin en soi, de la nécessité du progrès, de la méritocratie (qui repose sur des mécanismes institutionnalisés de racisme, sexisme et nationalisme). La recherche du profit ne devrait plus être célébrée et l'unité productive de base serait à but non lucratif. La bureaucratie devrait être désintéressée atteignant ainsi l'idéal weberien grâce au fait que les privilèges stratégiques de l'accès à l'éducation, à la santé et à un minimum vital devraient avoir une portée universelle. Politiquement, la légitimité des états, passablement remise en cause aux cours de la dernière phase de l'économie-monde capitaliste face à la puissance des multinationales et des intérêts économiques et financiers qui ne suivent aucun découpage souverainiste, serait remplacé par une entité de gouvernance mondiale à l'image d'une Organisation des Nations Unies avec de réels pouvoirs institutionnels.

CONCLUSION

La remise en question de l'idéologie dominante laisse un vide ; prédire par quelle nouvelle pensée ce vide sera comblé est un exercice d'autant plus délicat que les idées interventionnistes, qu'elles soient keynésiennes, écologistes ou marxistes ne sont pas les seules à bénéficier d'un renouvellement de leur audience. La crise, conjointement à l'élection de Barack Obama, est également à l'origine en particulier aux Etats-Unis, du renouveau d'un autre type, moins congénial, de discours ultra-conservateur des années 30, d'inspiration anti-fédéraliste à consonance raciste et véhiculant un message fortement nationaliste et protectionniste brouillant parfois les repères politiques.¹²

¹²Barack Obama serait un despot à la solde de la cause socialiste qui porterait à terme à la privation des libertés fondamentales qui définissent le coeur de la nation américaine. Son élection serait l'aboutissement d'un processus initié il y a plus de deux siècles avec la mise en place de l'Etat Fédéral lors de la ratification de la constitution de 1787. Ce discours est véhiculé dans de nombreux journaux pamphlétaires comme le *Whistleblower* ou divers bestsellers récents comme ceux de Mark Levin, *Liberty and Tyranny: A conservative Manifesto*, ou de J. Corsi, *The Obama Nation*.

Il est également intéressant d'examiner comment les auteurs néolibéraux les plus extrémistes analysent pour leur part les causes et le déroulement de la crise financière. Leur discours ne se renouvelle pas et demeure fidèle au crédo dominant depuis la fin des années 70. Par exemple, les auteurs de l'école économique autrichienne, s'inspirant des travaux de Friedrich von Hayek et Ludwig von Mises et représentants les plus fidèles d'une ligne libertarienne radicale, mettent en accusation des réglementations diverses qui entravent le jeu de la libre concurrence.¹³ Ainsi en est-il des lois fédérales américaines votées dans les années 70 (le *Fair Housing Act*, le *Credit Opportunity Act* et en particulier le *Community Reinvestment Act - CRA*) qui imposent aux banques, sous peine de fortes sanctions, d'accorder une part de leurs crédits aux membres des communautés ethniques afin d'éviter toute discrimination et d'aider ces minorités à accéder à la propriété. Les auteurs dénoncent les effets pervers de ces lois qui ont obligé, selon eux, les banques à accorder des crédits qui n'auraient jamais été octroyés sans ces mesures imposées par des lobbies « gauchistes » et qui ont ainsi contribué à constituer le corps des clients dits *subprimes*. Par ailleurs, sont également dénoncées les instances de régulations et les normes comptables qui imposent aux entreprises de publier leurs résultats tous les trois mois, ce qui, conjointement à la pression constante des fonds de pensions, impose une logique de gestion de court terme au détriment d'objectifs de pérennité et de soutenabilité de l'activité industrielle de long terme. Ainsi, pour ces auteurs, la crise n'est pas le résultat d'un quelconque dysfonctionnement des marchés réels ou financiers dont l'autorégulation serait problématique mais résulterait au contraire du fait que les conditions institutionnelles sur ces marchés ne sont pas assez proches de l'idéal concurrentiel. Cette fidélité sans faille au mythe du marché auto-régulateur résulte plus de l'acte de foi que de l'analyse économique et rien, pas même l'effondrement du système bancaire international, ne saurait venir l'ébranler d'autant que leurs conclusions normatives sont protégées de la falsification par un ensemble de mécanismes rhétoriques pseudo-scientifiques dont la complexité et l'articulation font la force du mouvement.¹⁴

Cette position extrême est cependant désormais toujours plus marginalisée et la conversion spectaculaire de quelques représentants historiques des vertus du libre marché vient en accélérer la perte de vitesse. A ce titre, les déclarations et le grand désarroi d'Alan Greenspan le vendredi 23 octobre 2008 lors de son audition face à la Commission de Contrôle d'Action Gouvernementale de la Chambre des Représentants fait figure d'évènement historique. Sous la pression des questions du président de la commission, l'ex directeur de la Fed y avoue que l'idéologie à laquelle il a adhéré depuis plus de 40 ans et selon laquelle les marchés étaient de loin et sans équivalent la meilleure façon d'organiser les économies, n'était pas la bonne et ne fonctionnait pas, le plongeant dans un état de choc et d'incrédulité.

La crise économique et financière a le mérite de remettre en question ce qui par essence n'aurait dû cesser de l'être, à savoir des jugements de valeur, en particulier les jugements de valeur néolibéraux. A ce stade de la crise, quasiment tout le monde est d'accord pour revenir sur le mythe du marché auto-régulateur, pour réhabiliter le rôle de l'état et la nécessité, si ce ne sont les vertus, de l'interventionnisme. Mais si un tournant idéologique a indubitablement été pris, des

¹³L'intitulé de la tradition n'a plus rien à voir avec la nationalité de ses membres. De fait les auteurs « autrichiens » modernes sont en majorité nord-américains.

¹⁴Sur la place des jugements de valeur dans l'analyse économique de la tradition autrichienne, Cf. Gloria-Palermo (2001) et Gloria-Palermo and Palermo (2005).

incertitudes persistent pour l'instant quant à la profondeur de la mutation. En effet, remise en question ne signifie pas pour autant abandon définitif et jusqu'à présent, les valeurs centrales du néolibéralisme ont été attaquées sous couvert de pragmatisme. La gravité de la crise impose de dépasser la fidélité à des principes abstraits pour trouver des solutions rapides à ce qui pourrait devenir une catastrophe ingérable et la conversion au consensus keynésiens, fut-il vert, n'est en ce sens que pratique et fonctionnelle. Une sortie rapide et indolore de la crise accompagnée d'une nouvelle réglementation des marchés financiers sonnerait peut-être la fin du processus de questionnement. Le nouveau discours politiquement correct fustigerait l'amoralité des marchés financiers présentée comme la cause première de la crise, tout en préservant les institutions du capitalisme. En d'autres termes, la crise n'a pour l'instant permis qu'une amorce de révolution idéologique car de fait, la réalité a rattrapé la fiction smithienne du marché autorégulateur. Le processus est cependant loin d'être enclenché. Si la crise a indéniablement renforcé la légitimité de mouvements anti-systémiques, des valeurs alternatives telles que celles portées par l'altermondialisme ne peuvent se bâtir que sur les décombres de l'ordre néolibéral et à ce jour, la durée et l'intensité de la crise sont incertains. Quoi qu'il en soit, la belle TINA aura de toutes les façons pris un sacré coup de vieux. Le slogan des altermondialistes en prend directement le contre-pied : « d'autres mondes sont possibles ». Si ces critiques radicaux des bienfaits de la main invisible ont commencé à s'exprimer bien avant l'occurrence de la crise, il est probable que la période de remise en cause idéologique actuelle leur donne toujours plus de crédibilité. La crise économique et financière fait passer les analyses d'intellectuels altermondialistes du statut d'alarmistes excessifs à celui d'analystes éclairés de l'évolution du capitalisme.

ACKNOWLEDGEMENTS

I wish to thank Jean-Gabriel Montauban, Director of the LEAD (Laboratoire d'Economie Appliquée au Développement) and the other members of the department of economics of the *University of the French West Indies* who are at the origins of this paper. I also thank Giulio Palermo for the continuous and animated discussions we had on this topic. I am grateful to an anonymous reviewer for his comments and in particular for the reference to the book edited by Philip Mirowski and Dieter Plehwe (2009).

REFERENCES

- Barbier E.B. 2009. *A Global Green New Deal*. Report of the United Nations Environment Programme. http://www.unep.org/greeneconomy/docs/GGND_Final%20Report.pdf.
- Bourdieu, P. 1996. « Dans la tête d'un banquier », *Rencontres franco-allemandes de Fribourg*. Retranscrit dans *Le Monde Diplomatique*, septembre 1997.
- Brundland, G.H. 1987. *Notre avenir à tous*. Rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU.
- Corsi, J. 2008. *The Obama Nation: Leftist Politics and the Cult of Personality*. NY: Threshold Editions.
- Di Méo, C. 2006. *La face cachée de la décroissance*. Paris: L'Harmattan.
- Fukuyama, F. 1992. *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*. Paris: Flammarion.

- Galbraith, J.K. 1975. *L'ère de l'opulence*. Paris: Calmann-Lévy.
- Giddens, A. 1994. *The Third Way. The Renewal of Social Democracy*. Cambridge: Polity Press.
- Gorz, A. 1988. *Métamorphoses du travail, quête du sens, critique de la raison économique*. Paris: Galilée.
- Gramsci, A. 1975. *Quaderni del Carcere*. Torino: Einaudi.
- Georgescu-Roegen 1979. *La décroissance : entropie – écologie – économie*. Seconde éd. 1995, Paris: Sang de la terre.
- Gloria-Palermo, S. 2001. « Continuité dans la pensée hayekienne : une résistance planifiée contre l'interventionnisme ». *Les Recherches Economiques de Louvain*, vol. 68.
- Gloria-Palermo, S. and Palermo, G. 2005. « Austrian Economics and Value Judgments: A critical Comparison ». *Review of Political Economy*, vol.17, n°1.
- Hans, J. 1979. *Le principe de responsabilité, une éthique pour la civilisation technologique*. éd. fr. Paris: éditions du Cerf, Paris, 1990.
- Hegel, G.W.F. 1807. *Phänomenologie des Geistes*. Bamberg und Würzburg.
- Levin, M. 2009. *Liberty and Tyranny: A Conservative Manifesto*. New York: Threshold Editions.
- Lucas, R.E. 1972. « Testing the Natural Rate Hypothesis », in Otto Eckstein, D.C. *The Econometrics of Price Testing Conference*. Federal Reserve Board, Washington:50-9.
- Meadows D. and als. 1972. *Limits to Growth?* New York: Universe Books.
- Meadows, D. and als 2004. *Limits to Growth. The 30-Year Update*. Chelsea: Green Publishing.
- Mill, J.S. 1848. *Principes d'économie Politique*. Ed. Fr. 1953, Paris: Dalloz.
- Mirowski, P., Plehwe, D. eds 2009. *The Road from Mont-Pélerin. The making of the Neoliberal Thought Collective*. Cambridge Mass.: Harvard University Press.
- Ricardo, D. 1817. *Des Principes de l'Economie Politique et de l'Impôt*. Ed. Fr. 1992, Paris: Flammarion.
- Sargent, T.J. et Wallace, N. 1976. « Rational Expectations and the Theory of Political Economy », *Journal of Monetary Economics*, 2, April.
- Stern, N. 2006. *The Economics of Climate Change. The Stern Review*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Stern, N. 2009. *A Blueprint for a Safer Planet: How to Manage Climate Change and Create a New Era of Progress and Prosperity*. London: Bodley Head.
- Illich, I. (1973) *La convivialité*. Paris: Seuil.
- Wallerstein, I. 2000. *L'Utopistique ou les Choix Politiques du XXI ème siècle*. Paris: Editions de l'Aube.